

L'Abéille de la Nouvelle-Orléans

NEW ORLEANS PUBLISHING CO., LIMITED

ELMORE DOUFOR, Président; E. A. ANDRIEU, Administrateur-Délégué

HENRY BIRABEN, Editeur

Bureaux: 323 Rue de Chartres entre Conti et Bienville

Entered at the Post Office of New Orleans as Second Class Matter

Pour les petites annonces de demandes, ventes, locations, etc., qui se solent au prix réduit de 10 sous la ligne, voir une autre page du journal.

TEMPERATURE

NAMEDI, 1er FEVRIER.

Thermomètre de E. Claudel, Opticien, Successeur de E. & L. Claudel, 918 rue du Canal, Nouvelle-Orléans, La.

Table with 2 columns: Fahrenheit and Centigrade. Rows for 5 h. du matin, Midi, 3 p. m., 6 p. m.

CARNET MONDAIN

FEVRIER

A L'Opéra

- 3—Equipe de Protée. 4—Mystic Krewe of Comus. 4—Bal de Rex à l'Athénium.

Versailles et Chicago

Pour celui que les Américains appellent "the man in the street," pour le grand public, une élection française à la présidence de la République est, il faut l'avouer, un spectacle décevant.

A Chicago, la convention républicaine attire un océan humain. Pour pénétrer dans le Colisée, grand comme trois cathédrales, et assister à la joute de la nomination présidentielle, il n'est pas nécessaire d'être protégé par un personnage influent. Le peuple entier, dirait-on, tient à l'aise entre le parterre, réservé aux délégués, et le nid de frelons suspendu à la nef, où cent musiciens minuscules jouent le "Stars spangled banner."

Rien de tout cela à Versailles. Une pauvre petite foule hésitante se promenant le long de la grille du château, perdue entre l'infini de la cour d'honneur et celui de la place d'Armes. Sans la beauté du palais un passant se fût aisément imaginé qu'elle attendait discrètement, à la porte d'un hôpital, le résultat d'une opération chirurgicale.

Mais, hélas! quelle excellente tenue! Pas le moindre journaliste en bras de chemise! Pas de cris, pas d'évanouissements! Nous sommes décidément un peuple correct et silencieux.

Mais il est entre les Américains et nous une différence plus digne d'être déplorée. L'Europe entière et l'Amérique elle-même rient volontiers des violences de la campagne présidentielle aux Etats-Unis. Ces violences s'adressent rarement aux individus. Les candidats n'entrent en lice qu'après avoir pris soin de définir chacun leur programme. On se bat sur ce qu'on appelle les "issues" plus que sur les personnes. Aussi prend-on rarement un adversaire aux cheveux. Tous ceux qui ont été mêlés aux foules américaines, comme d'ailleurs aux foules anglaises, ont été surpris des regards inattendus que se témoignent les champions

de deux candidats rivaux quand, ayant fini de voter, ils se rencontrent au bar. Il y a bien quelques Irlandais pour jouer des poings, car ils nous ressemblent. Ce sont des exceptions. S'il en était autrement, les Etats-Unis seraient à feu et à sang à chaque élection présidentielle.

Ce qui divertissait au contraire Mark Twain, si cet humoriste revenait sur terre, c'est la façon dont nous nous chauffons sur les questions de personnes sans nous inquiéter des "issues."

"Votre système d'élection présidentielle, eût-il dit, achève enfin de m'éclairer sur la profondeur de vos institutions politiques. De mon vivant, j'avais déjà noté que dans votre pays on sait se passer de programmes précis et qu'on se borne à être l'homme du 4-Septembre, du 2-Décembre, du 16-Mai, demain sans doute du 17-Janvier. Car vous faites du calendrier un merveilleux usage.

Mais j'ai vu mieux à Versailles. Aucun des candidats dont on m'a cité les noms n'avait fait connaître sa profession de foi politique. Seul l'un d'entre eux avait à cette occasion prononcé un discours qui, m'assurant, lui porta préjudice. Il est vrai qu'en se guidant sur les nuances on pouvait admettre que quelques-uns d'entre eux étaient particulièrement avancés, ce qui n'empêchait pas certains modérés de voter pour eux; et de même inversement. Et néanmoins ces candidatures mal définies suffisaient à exciter les passions. J'ai entendu traiter de vilain imbécile un homme manifestement honorable. Toutes les discussions dégénéraient en combats singuliers. Votre système est d'ailleurs ingénieux: comme on se dispute à propos de noms au lieu de se quereller comme nous à propos de choses, vous vous réconciliez dès le lendemain. Que dis-je? Dès le soir même. Le "traître" redevient en cinq minutes un "bon républicain." Et la paix est instantanément rétablie.

En parlant ainsi Mark Twain ne ferait qu'exprimer le désarroi ou l'observation de nos mœurs jette la plupart des étrangers. Cette impression ne se dissipera que le jour où l'élection présidentielle de Versailles sera précédée d'un libre débat où les groupes politiques, enfin organisés, pourront faire connaître les raisons loyales de leurs préférences. Mais arrêtons là les concessions. Si incolore que soit notre élection présidentielle, il est néanmoins permis d'estimer que les législateurs de 1875 furent sages de ne pas transporter à Versailles, en copiant la Constitution américaine, le Colisée de Chicago.

Cette Constitution, dont les Américains ont tant de raisons de se louer, ressemble un peu, au point de vue de la présidence, à la fièvre quarte. Tous les quatre ans, le pays entier est paralysé pendant douze mois par l'attente d'une élection à grand orchestre. Les orateurs dépensent (on en a fait le compte) des millions de paroles et des hectolitres de salive. Les affaires s'arrêtent. Les ouvriers s'agitent. De graves personnages donnent le spectacle démorralisant de la démence. Les Etats-Unis n'en meurent pas. Ce grand pays est de taille à tout supporter sans périr. Mais en France, où nous sautons à la gorge des gens dont le nez nous déplaît, un pareil régime affolait nos paisibles populations, et selon une expression consacrée, nous conduirait aux abîmes. Sans compter que la Grande-Roue ne suffirait plus aux duels des anciens présidents du conseil.

Grâce à notre judicieuse Constitution, la fièvre de l'élection présidentielle est au contraire réduite à la légère agitation qui suit l'inoculation d'un vaccin. Faire élire en France le président par le suffrage universel eût été non seulement risquer le coup d'Etat, mais propager à travers tout le pays des querelles aujourd'hui confinées dans les couloirs. Il était également sage d'accorder chaque fois à l'élection parlementaire un répit de sept années au lieu de quatre. On ne saurait enfin trop se féliciter de la courte durée de la crise présidentielle. Aux Etats-Unis, elle dure un an. Chez nous, elle commence huit jours avant la réunion de l'Assemblée nationale, et la température est déjà redevenue normale à l'heure où le président élu traverse la cour du palais, sous le regard tranquille du Grand Roi.

Ces réflexions consolent du défaut de pittoresque qui caractérise la réunion de Versailles. Elles consolent d'autant mieux qu'après tout le Parlement français ne choisit pas plus mal un président de République que le peuple américain. Un soir d'élection présidentielle, Broadway, la grande artère de New-York, ne se fût pas contentée comme les boulevards de quelques modestes

transparents, ni d'un ou deux groupes de manifestants précédés d'un drapeau et d'une jolie fille. Devons-nous toutefois regretter les "mégaphones" et les pétards? Mieux vaut sans doute un calme un peu bourgeois, s'agissant d'un pays qui n'a pas encore de ferme tradition politique et dont les habitants ont tous dans les veines, du moins c'est l'apparence, quelques gouttes de sang irlandais.

PHILIPPE MILLET.

François

Il y eut un temps — très court — où les Français crurent comme parole d'Évangile tout ce qu'annonçaient les journaux. Par malheur ceux-ci abusèrent de la candeur publique, si bien qu'en peu d'années leur autorité se trouva ébranlée. Mais qui dira jamais ce que, de 1789 à 1795, ont lancé de fausses nouvelles, d'attentats fantaisistes et de complots de pure invention les feuilles politiques alors dans toute leur nouveauté? On ferait une histoire de France parfaitement différente de la version généralement adoptée rien qu'en recueillant et en mettant bout à bout ces formidables bourdes qui, commentées de bouche en bouche et grossies de gazette en gazette, ne laissaient pas d'influencer l'opinion. C'est ainsi que, dans l'automne de 1790, on s'indigna beaucoup d'une terrible conjuration fomentée contre la liberté naissante par le gentilhomme du Beaujolais, le comte Mignot de Bussy. Celui-ci n'avait-il pas enrégimenté deux cents volontaires protégés par soixante-deux brigades de la maréchaussée et qui, réunis à une armée de quarante mille hommes commandée par le marquis d'Autichamp, devaient marcher sur Paris, enlever le roi et dissoudre l'Assemblée nationale, pendant que deux armées, l'une de trente mille hommes sous les ordres du comte d'Artois, l'autre de quarante mille conduits par le prince de Condé, entreraient en France par la frontière de l'Est?

Avisée par la rumeur publique, la municipalité de Mâcon prit au sérieux cette extravagance et dépecha au château de Villié, qu'habitait Mignot de Bussy, un bataillon de la garde nationale. La maison du conspirateur, qu'on disait transformée en arsenal et où s'amoncèlaient, assurait-on, toutes les munitions et les approvisionnements de l'armée royaliste, la maison fut cernée, envahie et fouillée, et dans cet arsenal on découvrit une vieille malle contenant six uniformes mangés des mites, vingt-deux douzaines de boutons et une épaulette de sous-lieutenant; on recueillit aussi, dans les appartements, onze fusils, quatre-vingts livres de poudre et trois sabres. Le comte de Bussy, ancien officier et grand chasseur, protesta de son innocence; cette défection datait du temps de son service; ces armes et cette poudre n'étaient destinées qu'à la chasse, et il en donnait comme preuve l'assemblée de huit à dix voisins de campagne, réunis chez lui en vue d'une battue dans les bois. N'importe: on arrêta tout le monde; Mignot de Bussy et ses compagnons de chasse, dément enchaînés et escortés, furent transférés à Paris, écroués à la prison de l'Abbaye, et le jour même de leur arrivée, le "Patriote" révélait à la France terrifiée que les gardes nationaux de Mâcon avaient trouvé, dans le château de ce criminel de lèse-nation, "vingt-cinq pièces de canon montées sur des charrettes et prêtes à partir, six mille fusils, quarante mille cartouches, deux caves pleines de boulets de canon et quatre mille habits d'uniforme!" Bussy et ses coaccusés restèrent trois mois en prison; un avocat de Mâcon, Jean-Marie François, les avait suivis à Paris et plaida leur cause devant le comité des recherches de l'Assemblée nationale. L'accusation, au reste, était si ridicule qu'elle tomba d'elle-même, et le 8 janvier 1791, le rapporteur déclara que la conspiration ne présentait pas plus de vraisemblance "que les contes de fées ou les miracles de Mahomet." Les prévenus furent mis aussitôt en liberté; mais, ainsi qu'il arrive en ce genre d'affaires, les malins restèrent persuadés que Bussy était un grand coupable et qu'il ne devait qu'à l'habileté de son avocat, François, d'avoir échappé au châtiement mérité. Toujours est-il que très prudemment, Bussy et François jugèrent que le séjour du Beaujolais les exposait à d'autres avanies; ils résolurent d'émigrer et prirent ensemble la route de Turin.

François, qui avait de l'entre-gent, se poussa à la cour des princes proscrits et fut attaché,

en qualité de secrétaire, à l'éducation des deux fils du comte d'Artois, les jeunes ducs d'Angoulême et de Berry. Il les suivit en Angleterre, puis en Allemagne, et fit preuve d'un constant et si actif dévouement à la cause royale, qu'en 1796 le prétendant l'expédia en France, en qualité d'agent secret. François n'avait rien d'un héros; mais la Terreur était passée, et on ne risquait guère, à conspirer contre le Directoire, que la détention perpétuelle, c'est-à-dire — étant donné la fragilité des institutions — quelques mois de prison. Pourtant en arrivant à Paris, d'où il devait diriger la correspondance clandestine avec les princes, l'ex-avocat méconnait ses précautions; il se logea rue de la Lune, chez un de ses complices, nommé Privé, et dans la chambre reculée où il s'installa, il fit établir une armoire tournante qui donnait sur une autre pièce, laquelle communiquait avec un escalier dérobé. Au premier indice de visite domiciliaire, François s'installait dans l'armoire, en verrouillant sur lui la porte, ferait pivoter sa cachette mouvante et sortirait tranquillement par la rue Beaugard, tandis que les mouchards le guetteraient, devant l'entrée de la maison, rue de la Lune. Par malheur, Lespinasse, un de ses agents, se montra moins précautionneux. Cet homme, afin de ne pas être remarqué, avait eu la singulière idée de s'affubler d'un costume d'officier piémontais! La police le fila, se saisit de lui au moment où il montait en diligence pour gagner la frontière; on fouilla son porte-manteau et on y trouva des lettres de François. L'inspecteur de police Veyrat prit Lespinasse au collet et se fit conduire par lui au domicile dudit François, qui n'avait pas eu le temps de manoeuvrer son armoire tournante fut conduit sous bonne garde au ministère de la police et écroué le soir même à la prison du Temple.

Le pauvre homme, n'étant rien moins que spartiate, avait très peur. Veyrat, d'ailleurs, se montra prodigieusement habile et "cuisina" si bien son prisonnier que celui-ci dévoila toute l'organisation royaliste et dénonça tous ses complices — une quinzaine, — qui furent arrêtés. L'un d'eux, dont il avait indiqué le nom et la demeure, le chevalier de Tryon, fut immédiatement passé par les armes, et François, également condamné à mort, se vit réintégré au Temple en attendant que le gouvernement eût statué sur son sort.

Juste-là son existence ressemblait à celle de bien d'autres; car quel François d'un certain rang n'avait été quelque peu molesté sous la Constituante, proscrit sous la Convention, emprisonné sous le Directoire, et en fin de compte rayé du nombre des vivants par quelque commission militaire? L'histoire de l'avocat bourguignon ne vaudrait donc pas d'être contée si, à dater de cette condamnation, elle ne présentait un revirement assez notable. Quels services rendit-il à la police directoriale? Quelle preuve de contrition fournit-il en reniement de son passé royaliste? On ne le sait guère; mais sans crainte de porter un jugement téméraire, il est permis de supposer qu'il servit de "mouton" dans la prison du Temple, au grand profit de "son bon ami" Veyrat, lequel se déclara son protecteur; si bien que dès le 18 brumaire, François, au lieu d'être conduit devant le peloton d'exécution, fut ramené au ministère de la police et installé dans un fauteuil de chef de bureau, avec le titre de rédacteur de première classe et huit mille francs d'appointements.

Il les gagnait bien d'ailleurs; car c'est à cet homme de confiance que Fouché s'en remit de la rédaction du bulletin qu'il adressait quotidiennement au Premier Consul, et plus tard à l'Empereur. On connaît l'importance de ces rapports: M. E. d'Hauterive en a entrepris la publication que nous avons récemment signalée. Chaque jour, Napoléon était, par ce moyen, informé de tout ce qui se passait en France: événements, esprit public, grands et menus faits, rixes, complots, arrestations, suicides, vols, assassinats, anecdotes galantes, il savait tout... Mais ce qu'il ignorait sans doute, c'est que ces bulletins qui lui dictaient sa politique étaient rédigés par un royaliste avéré, un ex-secrétaire des princes de Bourbon, un conspirateur condamné à mort. On avait jusqu'ici attribué la confection de ces rapports à Desmarests ou à quelque scribe inconnu. François, qui en fut l'auteur et qui a dénoncé tant de gens, est, à son tour, dévoilé, et c'est M. Paul Montarlot qui nous découvre l'incognito du personnage dans une savante et fort pittoresque communication lue à la Soci-

été d'histoire contemporaine. (Compte rendu de la vingt-deuxième assemblée générale, 1912. — "Un agent de la police secrète, 1800-1817," par M. Paul Montarlot.)

Ce qui rend la chose particulièrement piquante, c'est le zélé implacable avec lequel ce ci-devant émissaire de Louis XVIII stigmatisait les agissements de ses anciens amis. Avec un parfait détachement de son passé, il décapa, dans les rapports des préfets, tout ce qui concerne les manoeuvres royalistes, les moindres déplacements de ces correspondants secrets dont lui-même a été l'un des chefs. Inamovible à son bureau, et quel que soit le nom du ministre, François s'acquitta ponctuellement de sa tâche: il la remplit encore en 1814 et il ne semble pas s'étonner quand, le 4 avril, Napoléon abdiqua. Quarante-huit heures plus tard Louis XVIII est proclamé roi de France et le bulletin ne subit pas une interruption d'un seul jour; il est adressé non plus à S. M. impériale; mais à S. A. royale Mgr le comte d'Artois, lieutenant-général du royaume; ceux qu'il présentait hier comme dangereux et malfaisants sont aujourd'hui couverts d'éloges et déclarés dignes de l'unanime admiration. Voilà tout. Mais à part ce léger détail, même exactitude, même sérénité. Et François aurait continué à servir son rapport avec une égale conscience si quelqu'un ne s'était avisé qu'il y avait, tout de même, inconvénient à pourvoir d'une si délicate besogne un fonctionnaire deux fois renégat. François fut remercié courtoisement; mais six mois plus tard l'Empire renaissait, et Fouché rentrait au ministère. Le rédacteur du bulletin y reparut avec lui, retrouva son fauteuil et se remit au travail sans perdre un instant.

On a remarqué que les gouvernements nouveaux prennent une peine bien inutile en changeant les fonctionnaires: ceux-ci se changent d'eux-mêmes, et les plus dévoués sont ceux qui s'efforcent le mieux de faire oublier au maître de l'heure présente leur dévouement au maître précédent. En ce temps-là, du moins, l'administration française était docile à miracle et ne s'émouvait pas pour un changement de régime. Qui ne connaît cette facétie du "Sain jaune" parodiant les prudents et opportunes palinodies de l'officiel "Moniteur" dans ses comptes rendus du retour de l'île d'Elbe: — "Le tigre s'est échappé de sa cage... — "Lusurpateur" a débarqué près d'Antibes... — "Le Corse" est à Grenoble... — "Bonaparte" vient d'occuper Lyon... — "Napoléon" a traversé Auxerre... — "L'empereur" se trouve à Fontainebleau... — "Sa Majesté impériale et royale" est rentrée hier aux Tuileries... La gamme est très juste, et François l'exécutait en virtuose. Aussi, après Waterloo, l'Empire tombé et les Bourbons revenus, garde-t-il sa place, son bulletin et ses huit mille francs. Sans nulle allusion déplacée aux événements, il poursuit son tableau quotidien de l'esprit public, excellent à "transposer" les faits qui lui servent de thème. De même qu'un musicien rend méconnaissable une mélodie, sans en changer une seule note, rien qu'en modifiant "la clef" inscrite au début du morceau, de même François n'a qu'à connaître qui règne aux Tuileries pour savoir en quel ton il doit chanter.

Malheureusement pour lui, il fit un "souac"... En 1817, le ministre de la police fut informé que outre le bulletin secret qu'il rédigeait pour le roi, François en rédigeait un autre, plus secret encore, pour le comte d'Artois. Et l'ancien avocat fut définitivement renvoyé; ce qui causa sa mort. Car quand on a, tous les jours, durant dix-sept ans, en dépit des révolutions et des catastrophes, accompli la même tâche, il ne faut pas espérer vivre sans cet assujettissement. Doté d'une retraite en 1822, François n'en profita que pendant quatre ans, et l'oisiveté se chargea d'exécuter, sous Charles X, la condamnation capitale qui pesait sur lui depuis l'an VIII de la République. G. LENOTRE.

Caruso... Blessé

La scène se passe à l'Opéra Métropolitain de New-York. La salle est comble. On donne "La Tosca" et les applaudissements pleuvent dru pour saluer et le célèbre ténor et la non moins célèbre "prima donna" Géraldine Farrar. Dans une scène où Mario Caravodocci s'approche pour étreindre dans ses bras la Tosca, Caruso pousse soudain un cri de douleur. Le public s'émeut, craignant un grave accident pour le ténor. On voit ensuite Caruso mettre le petit doigt de sa main gauche dans sa bouche et, le retirant immédiatement, l'envelop-



WARD ET VOKES DANS "A RUN ON THE BANK"—AU CRESCENT

per dans son mouchoir. Il était troublé et les traits de sa figure exprimaient une forte douleur. La Tosca — Géraldine Farrar — se mit à rire, et le public de l'imiter en cheur. Qu'était-il arrivé? Une malencontreuse épingle, qui se trouvait derrière le corsage de la Tosca, avait piqué Caruso.

A la fin de la représentation, qui a été un véritable triomphe pour les deux grands chanteurs, Caruso déclarait que, dorénavant, il serait plus réservé dans l'expression de ses sentiments d'amour sur la scène!

Départ de M. Francastel

Hier matin à 11 heures, Monsieur Henri Francastel, ex-consul de France à la Nouvelle-Orléans, maintenant ministre de France à Quito, Equateur, est parti à bord du vapeur "Excelsior" pour la Havane où il y restera quelques jours. De la Havane M. Francastel qui est accompagné de Mme Francastel et de ses charmants enfants, partira à destination de Quito. M. Francastel qui était très aimé dans notre ville laisse les meilleurs souvenirs.

Parmi les personnes qui étaient présentes sur le dock pour faire leurs adieux à M. et Mme Francastel se trouvaient M. Leduc, consul général de France dans notre ville; M. Jules de Laage, attaché au consulat; Mlle de Laage, MM. Vergnolle, Euyver, Lafarge, Odette, le Dr. Félix-Larue et Mme Larue, Mlle Margo Castellanos, Mme Badger, les consuls d'Italie et de l'Equateur, Frank J. Orfila, de la Cie. Genl. Transatlantique et plusieurs autres.

Visite de M. Leduc au Maire Behrman

Hier après midi M. Leduc notre nouveau consul général de France a été rendre visite au Maire Behrman. Le distingué représentant de la France était accompagné de M. Lafarge, l'avocat du consulat. La visite a été des plus cordiales. Le maire a pris la parole et en quelques mots choisis a souhaité la bien-

venue à M. Leduc au nom de la Nouvelle-Orléans. M. Leduc, a remercié M. Behrman pour ses paroles de bienvenue et lui a dit son plaisir de se trouver à la Nouvelle-Orléans.

ACCALMIE

Ce soir est calme. Au loin s'apaise la rumeur Qui vient de la cité; la pauvre race humaine, Que l'orgueil et la faim ont poussés vers la haine, Bientôt dans le sommeil va plonger sa douleur. O nature! parfois si douce et si clémente, Tu ne te souviens plus! tu souris sans remords! Et demain comme hier, insensible et démente, Tu répandras partout la misère et la mort!

Et vous, mornes damnés, peuplant l'enfer des villes, Qui trouvez dans la nuit l'oubli de vos rancœurs, Demain, vous reprendrez la chaîne des douleurs, Vous resterez méchants dans vos luttes serviles!

Et je songe — tandis qu'en ce soir grave et doux Le vent m'effleure ainsi qu'une invisible palme: Tout est resté cruel! Ah! quand donc verrons-nous Les hommes toujours bons et le ciel toujours calme?

Un de nos confrères a insinué malicieusement que M. Poincaré avait été élu par ses prédécesseurs.

La preuve de cette facétie se trouve dans l'acrostiche qui suit:

- Casimir P erier Emile L o ubet Th i ers Sadi Car n ot Ma c -Mahon Armand F a llières Félix F a u r e Jules Gr é vy



Mlle JESSIE BUSLEY—A L'ORPHEUM